

RAPPORT MENSUEL

Janvier 2023



EUROPEAN
OLYMPIC
COMMITTEES



EU
Office

L'interview du mois

Raffaele "Lello" Pagnozzi - Secrétaire général des COE



"L'Agenda stratégique 2030 des COE est une initiative essentielle pour aider à façonner la future orientation du sport européen, agissant comme une feuille de route pour le succès sportif dans un environnement en constante évolution."

Interview complète en page 5

Bureau des COE à Bruxelles - nouveau site internet

Notre nouveau site internet est en ligne!

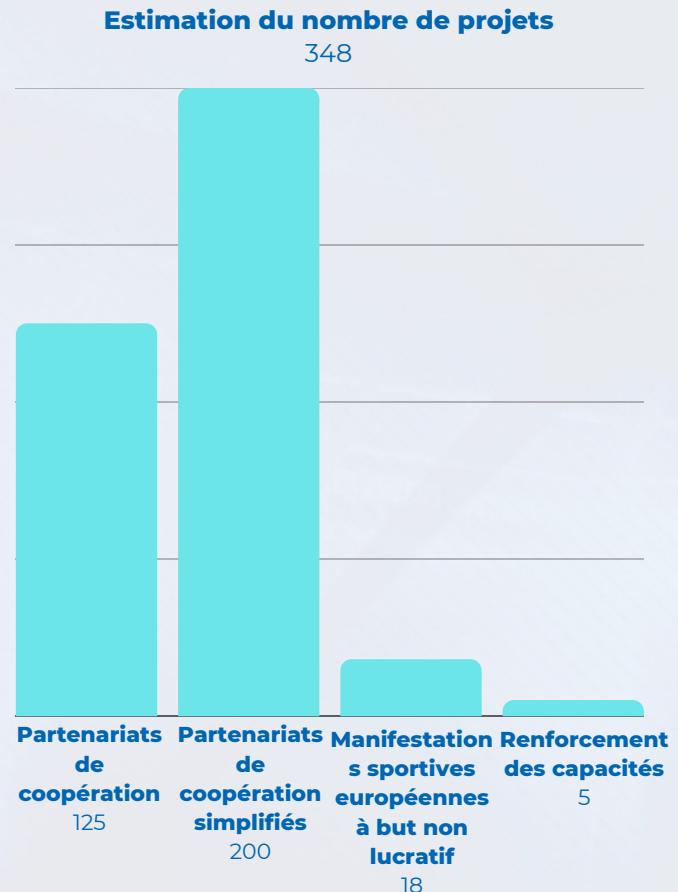
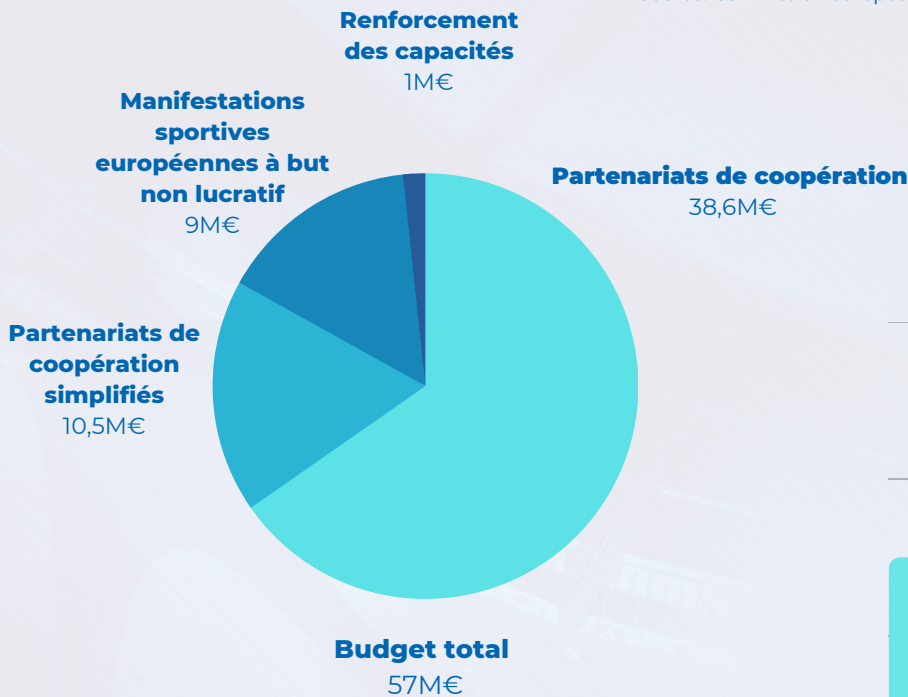
Découvrez-le :

<https://www.euoffice.euolympic.org/>



Budget disponible pour les projets Erasmus+ en 2023

Source: Commission européenne - journée d'information Erasmus+



- **Editorial** **4**



L'INTERVIEW DU MOIS

- **Raffaele "Lello" Pagnozzi - Secrétaire général des COE** **5**



POLITIQUES SPORTIVES EUROPÉENNES ET PROGRAMMES DE FINANCEMENT

- **Page spéciale sur les outils RINGS** **8**
- **Projet OCEAN - Le bureau de représentation des COE auprès de l'UE lance un nouveau projet Erasmus+ axé sur la réduction de l'empreinte carbone des CNO** **9**
- **Réunion transnationale du projet : le consortium GAMES continue à travailler pour renforcer l'égalité des genres aux postes de direction** **10**
- **La Suède prend la présidence du Conseil de l'UE en mettant l'accent sur la bonne gouvernance et l'intégrité du sport** **12**
- **Erasmus+ Sport : Réunion des coordinateurs et journée d'information 2023** **13**
- **LaLiga et Concurrences organisent des événements à Bruxelles pour débattre sur l'avenir de la gouvernance sportive dans l'UE** **14**
- **L'EPAS reçoit une proposition de restriction des PFAS ayant un impact potentiel sur les équipements sportifs** **17**
- **REACT-EU / FEDER : 30 millions d'euros pour la numérisation des organisations sportives à but non lucratif en Rhénanie-du-Nord-Westphalie** **18**
- **Les groupes d'experts de la Commission européenne avancent dans leurs travaux** **19**
- **Le Parlement européen réaffirme son soutien à l'Ukraine et demande l'interdiction des athlètes russes et biélorusses pour Paris 2024** **21**



LE COIN DES PARTENAIRES

- **La DOSB organise un atelier Erasmus+ pour soutenir les clubs et les fédérations dans le processus de candidature** **22**
- **Événements à venir** **23**



EDITORIAL

Chers lecteurs,

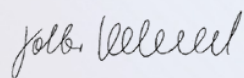
Dans ce premier numéro du rapport mensuel cette année, je tiens tout d'abord à vous souhaiter une bonne année 2023, paisible et pleine de succès.

Nous souhaitons en particulier la paix à tous les Ukrainiens qui font face aux attaques russes depuis maintenant presque un an. La fin n'est toujours pas en vue. Les politiciens et les sportifs n'ont pas encore réussi à trouver des sanctions adéquates qui pourraient contribuer à mettre fin à la guerre. Le débat qui s'intensifie actuellement sur l'admission des athlètes russes et biélorusses aux compétitions de qualification pour les Jeux olympiques de Paris illustre clairement le dilemme. Le monde sportif international est divisé et une majorité des Fédérations Internationales, des CNO et des membres du CIO semblent accepter la participation des athlètes russes et biélorusses dans des conditions strictes. En Europe, et notamment dans les pays voisins de l'Ukraine, la résistance est plus forte. Quelle que soit la décision finale, un résultat de l'agression russe est déjà visible : la division du sport international.

Le mois de février voit le lancement du plus grand projet européen du bureau de représentation des COE auprès de l'UE à ce jour. 18 CNO participent au projet OCEAN, qui vise à former des "responsables de l'action climatique" dans chacun d'entre eux. En outre, l'empreinte carbone des CNO participants sera mesurée et des plans de réduction seront définis. Nous ferons régulièrement le point sur l'avancement du projet et publierons des résultats qui pourraient être intéressants pour tous les CNO et les fédérations sportives.

L'année préolympique est dominée par les événements des comités olympiques européens (COE). L'édition d'hiver du FOJE vient de se terminer en Italie. Elle sera suivie en juin par les Jeux européens, qui se dérouleront pour la première fois sur le territoire de l'UE, dans la région de Cracovie-Malopolska en Pologne. Ces Jeux se dérouleront définitivement sans la participation des athlètes russes et biélorusses. Fin juillet, l'édition d'été du FOJE aura lieu à Maribor/Slovénie. Autant de raisons de se projeter dans l'année dans l'interview de ce mois-ci du secrétaire général des COE, Raffaele Pagnozzi. L'Infoday Erasmus+ de la Commission européenne a de nouveau rassemblé de nombreux participants à Bruxelles fin janvier et un nombre encore plus important a suivi l'événement en ligne. La nouvelle action-clé pour la mobilité du personnel sportif, qui sera introduite pour la première fois en 2023, offre à de nombreux représentants de clubs et de fédérations la possibilité d'effectuer un stage dans un autre État membre. Étant donné que les demandes ne sont pas soumises et décidées de manière centralisée à Bruxelles, mais dans les États membres de l'UE et les pays participant au programme Erasmus, l'effort bureaucratique devrait être moindre. Nous espérons que le plus grand nombre possible d'acteurs du sport organisé profiteront de cette nouvelle option.

Bien à vous tous,



Folker Hellmund
Directeur du bureau de représentation des COE auprès de l'UE



L'INTERVIEW DU MOIS



Alliant éducation et carrière sportive, Raffaele Pagnozzi est diplômé en sciences politiques et devient vice-champion du monde de voile dans la catégorie J24. Il a commencé sa carrière professionnelle comme journaliste, puis a rejoint le CONI dont il est devenu le Secrétaire Général en 1993. Il a été chef de mission pour les équipes nationales d'athlètes participant aux Jeux olympiques d'été et d'hiver à partir de 1994 et a conservé ce rôle pendant huit ans. Il est secrétaire général des Comités olympiques européens depuis 2006, poste dans lequel il a été reconduit en 2013 et 2021. Pendant quatre ans, de 2009 à 2013, il a également été membre du comité exécutif du Comité international des Jeux méditerranéens.

1. Cher Secrétaire Général, 2023 est une année importante pour les Comités Olympiques Européens. Les 3èmes Jeux Européens auront lieu pour la première fois dans l'Union européenne, dans la région de Cracovie-Małopolska en Pologne. Quel est le degré d'avancement de la préparation des hôtes polonais ?

À un peu plus de quatre mois de la cérémonie d'ouverture des Jeux européens de 2023, l'attente et l'excitation s'accroissent. Le comité d'organisation en Pologne a travaillé sans relâche pour s'assurer que les préparatifs des Jeux soient sur la bonne voie. Le contrat de la ville hôte n'a été signé que l'année dernière, si bien que beaucoup de travail a dû être accompli en peu de temps.

Toutefois, l'approche régionale des Jeux permet d'utiliser des installations de haute qualité qui existent déjà afin de garantir la meilleure expérience possible pour les athlètes et les spectateurs et de maintenir la durabilité au cœur des Jeux. Je ne doute pas que l'organisation des Jeux sera de grande qualité. Les plus de 7 000 athlètes se verront offrir une plateforme inégalée qui leur permettra de réaliser leurs meilleures performances.

2. Par rapport aux précédents Jeux européens de Bakou et de Minsk, qu'est-ce qui, selon vous, rendra les Jeux européens plus attrayants ?

L'accord conclu avec l'Union Européenne de Radio-télévision (UER) est l'un des éléments clés des Jeux européens de Cracovie-Małopolska 2023. Les Jeux seront diffusés gratuitement dans toute l'Europe, offrant ainsi une formidable visibilité aux meilleurs athlètes du continent et permettant aux spectateurs de suivre toute l'action s'ils ne peuvent pas se rendre en Pologne.

Les Jeux compteront également plus d'athlètes en compétition dans plus de sports que lors des deux éditions précédentes. Les nouveaux sports intéresseront un plus large éventail de la société. Bien qu'il ne s'agisse pas d'une épreuve médaillée, nous présenterons également les eSports pour la première fois après avoir signé un accord avec la Global ESports Federation (GEF). L'augmentation de la variété des sports ne manquera pas de susciter l'intérêt et l'enthousiasme des athlètes et des spectateurs.

3. Outre les Jeux européens, les COE organisent cette année les deux plus grands événements sportifs de la jeunesse en Europe : les Festivals olympiques de la jeunesse européenne à Friuli Venezia Giulia, Italie (hiver) et à Maribor, Slovénie (été). Pourquoi ces événements sont-ils encore plus importants pour les jeunes athlètes en ces temps difficiles ?

Le Festival olympique de la jeunesse européenne (FOJE) de Friuli Venezia Giulia, en Italie, vient de se terminer. C'était le retour d'un FOJE en Italie pour la deuxième fois, après le premier FOJE d'hiver organisé à Aoste en 1993 et l'édition d'été à Lignano Sabbiadoro, toujours dans la région de Friuli Venezia Giulia, en 2005.

Friuli Venezia Giulia nous a apporté le meilleur de ce que représente le FOJE. Nous avons vécu une merveilleuse semaine de compétition et des performances exceptionnelles. À trois ans des Jeux Olympiques d'hiver de Milan-Cortina, les athlètes avaient certainement de quoi se réjouir !

Les FOJE sont des événements très spéciaux. Pour de nombreux jeunes athlètes, c'est la première fois qu'ils participent à un événement multisports, mais ces festivals sont bien plus que des compétitions sportives. Les festivals donnent un aperçu de ce que représentent le Mouvement olympique européen et l'Olympisme. Les valeurs olympiques sont au cœur de ces festivals, et nous nous efforçons de faire en sorte que chaque jeune athlète quitte les Jeux instruit et plus complet.

Cela a également été possible grâce au programme des Jeunes Ambassadeurs Européens (JAE), dans le cadre duquel plus de 30 athlètes et jeunes passionnés de sport ont organisé une série d'activités éducatives et divertissantes pour les athlètes du FOJE.

Une autre réalisation de cette édition du FOJE a été la couverture en streaming, puisque nous avons atteint près d'un demi-million de vues sur 64 000 heures d'action en direct sur EOC TV, confirmant l'attrait du FOJE pour des opportunités commerciales potentielles.

Et toujours cette année, Malte accueille du 28 juin au 3 juin, les Jeux des Petits Etats d'Europe, un événement multisports qui implique neuf petits Etats européens.

4. L'année dernière, les COE ont signé un accord de coopération avec la Commission européenne. Quelle est l'importance de cette coopération pour les COE en tant que tels et pour la promotion de vos événements ?

L'accord avec la Commission européenne a été une étape stratégique et précieuse pour les COE. L'accord renforce notre engagement à promouvoir les principes clés et les valeurs fondamentales du modèle sportif européen, notamment la tolérance, l'égalité, le respect et la solidarité. Il contribue également à sauvegarder et à améliorer la manière dont le sport est organisé en Europe.

Cet accord de coopération favorise également les échanges culturels entre les citoyens de l'UE et renforce la coopération dans les domaines d'intérêt à long terme pour le sport en Europe, tels que ;

- la durabilité
- l'égalité des genres
- la lutte contre la discrimination
- la bonne gouvernance
- la participation des athlètes
- l'intégrité

Ce sont tous des domaines clés que les COE ont mis en évidence dans l'Agenda Stratégique 2030 des COE et en nous alignant étroitement de cette manière, nous espérons devenir une voix unifiée pour le sport, en réalisant des événements sportifs de classe mondiale qui se répercutent sur le sport amateur, assurant ainsi un cercle vertueux de participation.

5. Les Jeux de Paris 2024 ramènent les Jeux Olympiques et Paralympiques en Europe. Les COE prévoient-ils une activité spécifique en relation avec cet événement sportif majeur sur notre continent ?

Le retour des Jeux Olympiques en Europe pour la première fois depuis 12 ans est extrêmement galvanisant pour la région. Les Jeux européens de 2023 comprendront des qualifications pour Paris 2024 dans 18 sports, ce qui est le plus grand nombre de qualifications offertes par les Jeux européens lors des deux éditions précédentes.

Les COE organiseront également leur 43ème séminaire à Paris en mai, au cours duquel les CNO auront l'occasion d'entendre les mises à jour des organisateurs concernant tous les aspects de l'organisation des Jeux Olympiques, ainsi que des Jeux Européens et du FOJE.

6. L'un des principaux projets de réforme des COE est l'Agenda stratégique 2030 des COE. Quels en sont les éléments les plus importants pour vous et quel est le calendrier de sa mise en œuvre ?

L'Agenda stratégique 2030 des COE est une initiative essentielle pour aider à façonner la future orientation du sport européen, agissant comme une feuille de route pour le succès sportif dans un environnement en constante évolution.

L'Agenda stratégique 2030 des COE est étroitement aligné sur les recommandations et les priorités énoncées dans l'Agenda olympique 2020+5. En combinant cela avec l'intégration des précieuses contributions de nos CNO, les COE sont en mesure de leur fournir le soutien le plus complet à ce jour. Ce n'est que le début d'un voyage passionnant, un voyage qui nous unira grâce au pouvoir du sport pour améliorer la vie des Européens.

Je ne pense pas que nous puissions mettre en avant un élément particulier des six priorités stratégiques clés comme étant plus important qu'un autre et nous sommes très fiers que l'égalité des genres et l'inclusion aient été intégrées et constituent un fil rouge dans l'ensemble de l'agenda.

L'Agenda stratégique 2030 des COE a pour but d'assurer le développement à long terme du sport d'élite en Europe. Nous prévoyons d'examiner régulièrement les progrès réalisés afin de nous assurer que nous sommes sur la bonne voie pour respecter les priorités.

7. En novembre 2022, les COE ont annoncé un partenariat stratégique avec la Global ESports Federation. Quels sont les projets des COE concernant l'eSport en général, mais aussi en vue des Jeux européens ? Qu'attendez-vous de cette nouvelle collaboration ?

Comme nous l'avons souligné plus haut, l'eSport sera à l'honneur aux Jeux européens de cette année à Cracovie-Małopolska, ce qui constitue un pas important vers l'adoption de la croissance mondiale dans ce domaine.

Grâce au partenariat avec la GEF, nous nous concentrerons également sur la promotion du sport et des valeurs olympiques, tout en établissant des liens avec toutes les activités des COE et en explorant de nouvelles formes d'engagement des supporters. Le partenariat avec la GEF contribuera à faire évoluer, à construire et à façonner notre stratégie en matière d'eSports.



POLITIQUES SPORTIVES EUROPÉENNES ET PROGRAMMES DE FINANCEMENT



Le projet RINGS est terminé



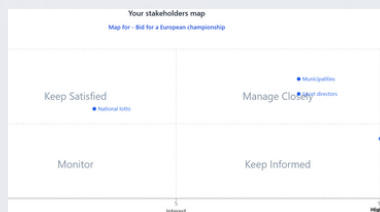
Découvrez tous les outils sur la Plateforme de Gouvernance du Sport !
Lien : <https://www.sportgovernance-eoceuoffice.eu/>



Stakeholders Tool

Un outil rapide et pratique pour aider les organisations sportives à :

- Visualiser leur écosystème
- Gérer leurs parties prenantes de manière stratégique grâce à des feuilles de route personnalisées



[Tester le Tool](#)



Public Affairs Guidelines

Un guide pas à pas pour aider les organisations sportives à :

- Construire des messages et une image
- Renforcer les relations avec les parties prenantes
- Influencer la prise de décision et obtenir une influence politique

[Parcourir les Guidelines](#)



Strategic Management Handbook



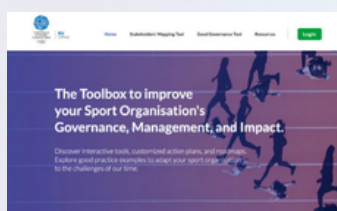
Un Manuel pratique de gestion stratégique pour permettre aux organisations sportives de :

- Apprendre des meilleures pratiques, des outils stratégiques, des études de cas et des illustrations
- Aligner leurs stratégies de gestion sur les défis d'aujourd'hui

[Lire le Handbook](#)



Online platform



Tous les outils développés par le Bureau de représentation des COE auprès de l'UE dans le cadre de projets Erasmus+ réunis en une Plateforme

Management stratégique, égalité des genres, intégrité, changement climatique, etc.

[Découvrir la Plateforme](#)

Projet OCEAN - Le bureau de représentation des COE auprès de l'UE lance un nouveau projet Erasmus+ axé sur la réduction de l'empreinte carbone des CNO



Janvier 2023 marque le lancement officiel du nouveau projet Erasmus+ du bureau de représentation des COE auprès de l'UE, intitulé OCEAN (Olympic Committees of Europe Approaching Carbon Neutrality).

Le projet vise à développer et à former des "responsables de l'action climatique" pour aider leur CNO à se rapprocher le plus possible de la neutralité climatique. Ainsi, le projet se concentre sur l'aide aux CNO partenaires pour développer une stratégie sur mesure de réduction du carbone après avoir évalué leur empreinte carbone avec le soutien de l'institut allemand de recherche environnementale Öko-Institut.

Consortium OCEAN : 18 CNO partenaires

OCEAN réunit un consortium de 18 CNO (Belgique, Bosnie-Herzégovine, Croatie, République tchèque, Danemark, France, Grèce, Irlande, Kosovo, Lituanie, Luxembourg, Macédoine du Nord, Pologne, Portugal, Roumanie, Slovaquie, Slovénie et Espagne) ainsi que le CIO, l'ACNO et l'Öko-Institut.

Le projet OCEAN atteindra les trois principaux objectifs suivants :

- Formation de 18 "agents" chargés de l'action climatique

L'objectif du projet OCEAN est d'améliorer les compétences du personnel des CNO partenaires dans le domaine de l'action climatique grâce à un programme de formation pour "Climate Action Officer", et de leur fournir les outils et l'expertise nécessaires pour qu'ils puissent diriger le processus de développement des stratégies de réduction du carbone dans leurs CNO respectifs. Les "Climate Action Officers" seront responsables de l'utilisation de l'outil de mesure des émissions de carbone au sein de leur CNO, ainsi que de la mise en œuvre d'une stratégie de réduction du carbone.

- Utilisation de l'outil de mesure des émissions de carbone

Comme mentionné ci-dessus, un outil de mesure des émissions de carbone, adapté aux besoins des CNO et d'autres organisations similaires, sera développé, piloté et affiné. Les CNO partenaires l'utiliseront pour mesurer l'empreinte carbone de leurs organisations, mais l'outil sera ensuite mis à la disposition d'un mouvement sportif plus large en ligne.

- Stratégie de réduction des émissions de carbone des CNO

Sur la base de l'outil de mesure des émissions de carbone, chaque CNO partenaire est censé élaborer une stratégie de réduction des émissions de carbone fondée sur des faits, afin de mener ses actions bien au-delà de la fin du projet et, à terme, d'atteindre les objectifs ambitieux du mouvement olympique dans ce domaine.

Réunion de lancement à Bruxelles

La réunion de lancement est prévue à Bruxelles les 21 et 22 février 2023, où les présidents ou secrétaires généraux des CNO et les responsables de l'action pour le climat des CNO se réuniront avec les experts en durabilité du CIO, de l'ACNO, de l'Öko-Institut et du bureau de représentation des COE auprès de l'UE. Les premières formations des responsables de l'action pour le climat seront dispensées les deuxième et troisième jours.

Le bureau de représentation des COE auprès de l'UE est reconnaissant d'être le coordinateur d'un projet aussi ambitieux, prometteur et positif, financé par la Commission européenne.

PLUS D'INFORMATIONS

[A venir : page web officielle du projet](#)

Réunion transnationale du projet : le consortium GAMES continue à travailler pour renforcer l'égalité des genres aux postes de direction



La réunion transnationale du [projet GAMES](#) (Guidance to Achieve More Equal Leadership in Sport) a été accueillie par le Comité olympique turc à Istanbul les 16 et 17 janvier 2023.

La réunion a rassemblé des représentants des comités nationaux olympiques (CNO) de Belgique, République tchèque, Allemagne, Grèce, Irlande, Lettonie, Macédoine du Nord et Turquie, des experts en matière d'égalité des genres et de gouvernance sportive tels que professeure Kari Fasting (Equal Rights in Sports) et Rowland Jack (I Trust Sport), ainsi que le CIO. En associant les connaissances scientifiques à l'expérience pratique, le projet GAMES vise à aider les CNO à créer des stratégies concrètes pour promouvoir l'égalité des genres aux postes de direction et de décision.

Jour 1

Folker Hellmund (directeur du bureau de représentation des COE auprès de l'UE) et Nese Gundogan (secrétaire général du Comité olympique turc) ont ouvert la réunion en remerciant tous les participants de leur présence.

Ils ont souligné le but de la réunion, qui était de discuter du contenu du « Pool d'Actions », ainsi que des Plans d'Action Nationaux des CNO. Après quoi, une brève vue d'ensemble de l'état d'avancement du projet a été fournie ; en conséquence, le consortium a été remercié pour ses contributions opportunes et précieuses, qui ont permis de s'assurer que les activités et les livrables ont été dûment et rapidement réalisés et soumis, jusqu'à présent.

Le bureau de représentation des COE auprès de l'UE a présenté une mise à jour de l'état d'avancement du Pool d'Actions ; en conséquence, le consortium s'est engagé dans une discussion stimulante et un échange entre pairs sur les actions et les mesures de suivi incluses dans le Pool d'Actions. En conséquence, la faisabilité et l'applicabilité du pool d'actions ont été discutées par les CNO partenaires. Un large éventail de sujets a été abordé, notamment la communication, la budgétisation et l'intégration de la dimension de genre. Ainsi, des ajouts fructueux ont été faits pour faire avancer le pool d'actions, ainsi que pour améliorer son exhaustivité et sa précision.

Jour 2

Le deuxième jour, le bureau de représentation des COE auprès de l'UE et I Trust Sport (Rowland Jack) ont présenté la portée et la pertinence stratégique des Plans d'Action des CNO.

En conséquence, une série de modèles recommandés pour les Plans d'Action Nationaux ont été présentés aux CNO partenaires afin de promouvoir une compréhension commune de la structure prévue, tout en prenant en considération le contexte national et organisationnel pour développer des stratégies efficaces et durables. En outre, le consortium a discuté des Plans d'Action Nationaux et de leur pertinence pour promouvoir l'égalité des genres, ainsi que pour partager les connaissances et les informations concernant la situation actuelle et les actions futures prévues entre les fédérations membres et les parties prenantes/politiciens sportifs nationaux/régionaux concernés dans chaque CNO partenaire.

Par ailleurs, deux oratrices invitées ont partagé leurs expériences en matière de promotion de l'égalité des genres aux postes de direction et de décision. En particulier, la Dr Canan Koca Arıtan (Association turque du sport et de l'activité physique pour les femmes) a présenté les [Guidelines for Gender-responsive sports organisations](#) (lignes directrices pour les organisations sportives soucieuses de l'égalité des genres), élaborées dans le cadre du programme HeForShe et en coopération avec le bureau de l'ONU Femmes en Turquie. Ensuite, Elisabeth Cebrian-Scheurer (responsable des femmes dans le basket-ball et des projets spéciaux à FIBA Europe) a partagé les initiatives menées par FIBA Europe pour promouvoir l'égalité des genres tant au niveau de la gouvernance que du sport amateur. Ainsi, le consortium a bénéficié de plusieurs initiatives et actions transférables décrites pour stimuler l'égalité des genres dans les postes de direction et de décision.

En conséquence, une discussion ouverte a eu lieu au sein du consortium concernant les "défis communs" dans la conception et la mise en œuvre d'un Plan d'Action National pour promouvoir l'égalité des genres aux postes de direction.



Le consortium a notamment discuté des principaux défis à relever pour promouvoir l'égalité des genres, parmi lesquels la notion de budgétisation sensible au genre, la politique/le processus de recrutement, les pratiques de travail flexibles, le renforcement de l'impact des femmes sur la prise de décision, ainsi que la représentation des femmes dans la gouvernance du sport et les changements requis dans les statuts/les réformes structurelles.

La réunion s'est achevée avec Folker Hellmund (directeur du bureau de représentation des COE auprès de l'UE), Nese Gundogan (secrétaire général du Comité olympique turc) et Sukran Albayrak (membre du comité exécutif du Comité olympique turc) qui ont réitéré l'importance de la coopération entre les CNO pour faire avancer le projet. Le Comité olympique turc a donc été chaleureusement remercié pour son hospitalité et son organisation remarquable, tandis que l'ensemble du consortium a été remercié pour son temps et sa contribution à la promotion de l'égalité des genres dans la gouvernance sportive.

La prochaine réunion transnationale du projet devrait avoir lieu en même temps que la conférence à mi-parcours et sera accueillie par le Comité olympique grec à Athènes du 22 au 24 mai 2023.

Contexte

Le projet GAMES est un projet de 24 mois coordonné par le bureau de représentation des COE auprès de l'UE et cofinancé par la Commission européenne grâce au programme Erasmus+ Sport 2021.

Il vise à promouvoir l'intégrité et la bonne gouvernance dans sport en plaidant pour des changements structurels et culturels vis-à-vis de l'égalité des sexes aux postes de direction et aux postes à responsabilités au sein des CNO et de leurs fédérations membres.

PLUS D'INFORMATIONS

[Site web du projet GAMES](#)

[Compte twitter du projet GAMES](#)

[Guidelines for Gender-responsive sports organisations \(en anglais\)](#)

La Suède prend la présidence du Conseil de l'UE en mettant l'accent sur la bonne gouvernance et l'intégrité du sport

Le début de l'année 2023 marque le début de la présidence semestrielle suédoise du Conseil de l'UE, dernière du trio avec ses prédécesseurs, la France et la République tchèque. La Suède assurera cette présidence jusqu'au début du semestre espagnol, prévu le 1er juillet 2023.

Le sport sous la présidence suédoise

En ce qui concerne le sport, la présidence suédoise donnera la priorité à l'intégrité, à la bonne gouvernance et à la bonne administration, en mettant l'accent sur la lutte contre le dopage. Les priorités thématiques sont également la promotion de l'activité physique chez les jeunes et les personnes âgées par l'échange de bonnes pratiques et le soutien de l'Ukraine par le sport. Ces priorités ont été confirmées dans le programme de la présidence suédoise [publié](#) le 14 décembre. Le sport y est mentionné page 34 comme suit : "La Suède travaillera sur les questions d'actualité telles que le [plan de travail de l'UE en faveur du sport 2020-2024](#), qui inclut entre autres la bonne gestion et la bonne gouvernance dans le domaine du sport. De plus, le travail de l'UE au sein de l'Agence mondiale antidopage (AMA) sera mis en valeur".

La présidence suédoise organisera quatre événements pertinents pour le sport, à savoir :

- le Forum européen du sport (2-3 mai 2023)
- le Conseil des ministres des sports (16 mai 2023)
- Conférence sur la jeunesse (1-4 juin 2023)
- Réunion des directeurs généraux (15-16 juin 2023)



Priorités générales de la présidence suédoise

Plus généralement, les principales priorités politiques de la présidence suédoise peuvent être réparties en cinq groupes :

- Assurer la sécurité des citoyens de l'UE et renforcer le rôle de l'UE dans le monde, en renforçant la coopération de l'UE en matière de sécurité et de défense et en mettant l'accent sur l'approvisionnement énergétique, afin de réduire la dépendance à l'égard des combustibles fossiles importés
- Mettre fin à la criminalité organisée, en poursuivant les efforts au niveau de l'UE pour lutter contre le terrorisme et l'extrémisme violent ;
- Accélérer la transition écologique, en faisant progresser le paquet "Fit for 55" et la transition climatique ;
- Renforcer la compétitivité de l'UE, en négociant des accords de libre-échange ambitieux avec les pays tiers ;

Sauvegarder les valeurs fondamentales de l'UE en poursuivant le dialogue pays par pays du Conseil sur l'État de droit.

Avancées législatives

Le processus législatif dans l'UE va s'accélérer cette année, la fin de la législature actuelle approchant. En ce qui concerne directement le sport, la Commission présentera, au cours du deuxième trimestre de 2023, une recommandation sur le piratage des contenus en direct, c'est-à-dire une initiative non législative en réponse au [rapport du Parlement sur "Les défis pour les organisateurs d'événements sportifs dans l'environnement numérique"](#).

En outre, 2023 verra l'avancement de plusieurs dossiers sur la priorité de la durabilité, achevant la transition vers une société plus efficace dans l'utilisation des ressources et circulaire avec une industrie plus verte.

Le Conseil poursuivra les négociations en trilogue avec le Parlement européen sur les propositions de révision de la directive sur les énergies renouvelables et de la directive sur l'efficacité énergétique ; il fera avancer les travaux sur la proposition de révision de la directive sur la performance énergétique des bâtiments ; il fera progresser les négociations sur le règlement relatif à l'utilisation durable des produits phytopharmaceutiques, et enfin, il fera avancer les négociations sur toutes les parties restantes du paquet "Fit for 55" avec un niveau d'ambition élevé.

PLUS D'INFORMATIONS

[Site web de la présidence suédoise du Conseil](#)

[Programme de la présidence suédoise](#)

[Plan de travail de l'UE pour le sport 2021-2024](#)

Erasmus+ Sport : Réunion des coordinateurs et journée d'information 2023



Journée d'information Erasmus+ Sport 2023

La Commission européenne et l'Agence exécutive européenne pour l'éducation et la culture (EACEA) ont organisé la 10ème édition de la journée d'information Erasmus+ Sport à Bruxelles le 30 janvier. La session d'information Erasmus+ Sport a fourni aux futurs candidats des informations clés sur les différentes facettes du programme Erasmus+ Sport. La journée d'information Erasmus+ Sport a été lancée par les remarques d'Yves Le Lostecque (chef de l'unité Erasmus Mundus et Sport, EACEA) et de M. Tomas Johansson (conseiller principal au ministère de la Santé et des Affaires sociales, services du gouvernement suédois) qui ont donné un aperçu des activités et des objectifs de la présidence suédoise pour les mois à venir.

En conséquence, il a rappelé le rôle vital du programme Erasmus+ dans le soutien aux acteurs du sport et à leurs initiatives dans toute l'UE. Par ailleurs, Mariya Gabriel (commissaire européenne à l'innovation, à la recherche, à la culture, à l'éducation et à la jeunesse, responsable du sport) et Mme Tiziana Beghin (membre du Parlement européen) ont présenté une vidéo sur la pertinence du programme et du secteur du sport dans son ensemble.

Ensuite, Gael Broze (chef du secteur du sport, EACEA) a donné un aperçu du programme Erasmus+ (2021-2027) et des actions clés dans le domaine du sport, notamment les partenariats de coopération, les événements sportifs européens à but non lucratif et le renforcement des capacités dans le domaine du sport. En conséquence, le calendrier, le budget et les délais prévus pour les actions liées au sport ont été présentés.

En outre, une série d'intervenants externes ont partagé leurs expériences de la mise en œuvre de projets liés au sport dans le cadre du programme Erasmus+ Sport.

En outre, une table ronde animée par la chef de l'unité Sport, Florencia Van Houdt, a présenté des exemples réussis de pratiques et de projets innovants pouvant être financés par le programme Erasmus+, ainsi qu'un aperçu des principaux aspects et défis à prendre en compte lors de l'élaboration de propositions de projets.

Dans l'après-midi, la journée d'information Erasmus+ Sport s'est poursuivie avec trois ateliers ad hoc organisés en parallèle pour informer les candidats potentiels sur les principaux aspects du programme Erasmus+ :

- Comment postuler ?
- Comment présenter votre candidature ?
- Comment présenter une candidature de projet de renforcement des capacités ?

Ensuite, un aperçu des possibilités de financement supplémentaires dans le cadre du programme Erasmus+ a été présenté. En particulier, les possibilités de financement supplémentaires pour le sport présentées comprenaient les initiatives SHARE, la mobilité du personnel dans le domaine du sport, les projets pilotes et les actions préparatoires, ainsi que les prix BeActive et BeInclusive.

Yves LeLosteque a conclu la session d'information Erasmus+ en remerciant tous les participants pour leur contribution et en les encourageant à participer activement à la conférence Erasmus+ Sport 2023.

Pour plus d'informations, les présentations et le streaming web sont disponibles sur la page web [Erasmus+ Info day 2023](#).

Coup d'envoi de la réunion des coordinateurs Erasmus+ Sport 2023

La Commission européenne et l'Agence exécutive européenne pour l'éducation et la culture (EACEA) ont également organisé la réunion de lancement d'Erasmus+ Sport en ligne le 23 janvier 2023. La réunion a été conçue pour les organisations dont les propositions de projet ont été acceptées dans le cadre de l'appel Erasmus+ Sport de 2022 afin d'assurer une compréhension commune des principaux aspects administratifs et financiers prévus pour la gestion des projets sportifs Erasmus+.

Pour plus d'informations, les présentations et le streaming sont disponibles sur la page web [Erasmus+ Coordinators Kick-off meeting 2023](#).

PLUS D'INFORMATIONS

[Guide du programme Erasmus+](#)

[Portail des possibilités de financement et des appels d'offres](#)

[Journée d'information sur le sport Erasmus+ 2023](#)

[Réunion de lancement des coordinateurs Erasmus+ 2023](#)

LaLiga et Concurrences organisent des événements à Bruxelles pour débattre sur l'avenir de la gouvernance sportive dans l'UE

Les 12 et 13 janvier, deux événements ont été organisés à Bruxelles sur le thème de l'avenir de la gouvernance sportive, dans le contexte du débat concernant les affaires de la Super League européenne (ESL) et de l'Union internationale de patinage (ISU) contre la Commission - deux décisions qui pourraient remodeler la gouvernance sportive sur le continent.

LaLiga et Sport et Citoyenneté

Le 12 janvier, La Liga et Sport et Citoyenneté ont organisé un [événement](#) sur la "défense de l'écosystème et de la tradition du football européen". De nombreux acteurs du sport européen, dont le président de La Liga, Javier Tebas, ont participé aux discussions et réitéré l'importance de sauvegarder le modèle sportif européen (MSE).

Les intervenants ont également appelé l'UE à renforcer la réglementation afin de consolider davantage le modèle et de protéger les valeurs sportives européennes. Parmi les participants figuraient des représentants de clubs de football européens, des présidents de syndicats de basket-ball, ainsi que des universitaires et des opérateurs de radiodiffusion.

La réunion a été ouverte par l'eurodéputé Tomasz Frankowski (PPE, Pologne), qui a réitéré l'engagement du Parlement européen à protéger le MSE. Il a notamment mentionné le [rapport adopté par le Parlement](#) en 2021, qui soulignait la position de l'institution vis-à-vis de la concurrence déloyale dans le football européen. À cet égard, il a assuré que le Parlement européen (PE) continuerait à travailler sur la question avec son groupe Sport.

Les modèles de ligues fermées ont été critiqués pour le manque de partage des revenus et les conflits de calendrier. Jean-François Brocard (Université de Limoges) a fait valoir que les acteurs privés du football n'investiraient pas suffisamment dans le développement des talents, ce qui pourrait avoir des conséquences néfastes au niveau des sports amateurs. En outre, Tsjalle Van der Burg (Université de Twente) a critiqué la stratégie économique de l'ESL, qui est par nature anticoncurrentielle puisqu'elle cherche à donner plus de pouvoir à ses participants dans chaque nation. Dans l'ensemble, les universitaires ont conclu qu'un modèle de ligue fermée n'était pas un moyen productif de développer le football. "C'est une erreur de penser qu'une compétition fermée apportera une plus grande prospérité économique", a déclaré M. Brocard. Par ailleurs, le président de l'Union des ligues européennes de basket-ball Tomas Van den Spiegel a cité l'EuroLeague de basket-ball comme l'un des principaux responsables du déclin des ligues amateurs et des ligues nationales dans ce sport, affirmant que "le modèle de ligue fermée a tué les ligues nationales et le basketball amateur", notamment en termes de contrats de droits médiatiques, de recettes de billetterie et de parrainage. "Une réintroduction du modèle de basket-ball intégré est nécessaire", a-t-il fait valoir.

Jaroslav Doležal (vice-président du FK Jablonek) et Alex Muzio (président de l'Union Saint-Gilloise) ont discuté de la manière dont le modèle actuel et la participation aux compétitions européennes étaient avantageux pour leurs clubs, car ils avaient augmenté leur budget de manière significative et les rendaient plus attrayants pour les sponsors et les joueurs.

Tout en plaidant en faveur du MSE, les intervenants ont également convenu qu'il devait être amélioré afin d'être plus inclusif et de soutenir les sports amateurs. En conséquence, les participants ont identifié l'équilibre compétitif, la distribution financière et les aspects sociaux du sport comme les questions les plus urgentes à traiter afin d'améliorer le modèle actuel.

La conférence s'est terminée par le discours de Javier Tebas, président de La Liga, dans lequel il a réitéré l'importance de protéger l'ESM. Il a souligné que la Super League européenne représentait un danger à la fois pour les ligues nationales et pour l'ESM. "Il y a déjà un grand écart de revenus entre les petits et les grands clubs. Avec le modèle de la Super League européenne, cet écart se creuserait encore davantage", a-t-il déclaré. Il a affirmé que la durabilité économique - qu'il a soulignée comme un élément crucial pour protéger le modèle européen - était la clé de la croissance des compétitions : "Si votre club perd de l'argent et que vous demandez plus, c'est grâce à cela que les Super Ligues existent". Enfin, il a exhorté l'UE à prendre des mesures supplémentaires pour sauvegarder le MES. "Nous avons besoin de directives pour réglementer le modèle sportif européen. Nous devons exiger que les législateurs européens transcrivent en directives tout ce qu'ils ont dit pour défendre le modèle", a-t-il déclaré.



Concurrences - L'avenir de la gouvernance du sport en Europe

Le lendemain, Concurrences (éditeur d'une revue trimestrielle sur le droit européen de la concurrence et des ententes) a organisé un [séminaire](#) sur le thème de l'avenir de la gouvernance du sport en Europe. La ligne rouge qui a traversé le débat a été une critique argumentée, avec diverses nuances, des conclusions de l'avocat général de la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) Rantos sur les affaires European Super League (ESL) et ISU. Comme cela a été rappelé lors du séminaire, ces deux décisions de la CJUE détermineront si les fédérations sportives peuvent utiliser leur position dominante pour empêcher d'autres organisations d'entrer sur le marché.

Melchior Wathelet, ancien vice-premier ministre belge et ancien premier avocat général de la Cour de justice de l'Union européenne, a prononcé le discours d'ouverture. Il s'est interrogé sur la raison de la spécificité du sport, rappelant que la jurisprudence de la CJUE a toujours confirmé que le sport, en tant qu'industrie économique, était soumis aux règles de l'UE en matière de concurrence. Il a rappelé que les organisations dirigeantes du football (UEFA et FIFA) ne sont pas basées dans un État membre de l'UE, ce qui crée une question de légitimité sur la raison pour laquelle le droit européen s'appliquerait dans ce cas (opinion partagée par le député Manders). M. Wathelet a ensuite déploré le manque d'autonomie des joueurs et des clubs et a qualifié l'opinion de l'avocat Rantos d'erronée, avec une surinterprétation de l'article 165 du TFUE.

Le premier panel s'est concentré sur le concept de modèle sportif européen et l'opinion de l'avocat Rantos sur l'affaire ESL.

Le vice-doyen de l'Université de Perpignan, R. Bouniol, a remis en question l'existence d'un seul MSE en raison de la présence de plusieurs compétitions privées dans de nombreux sports (boxe, cyclisme, basket-ball, tennis, etc.). Il a par ailleurs appelé la CJUE à ouvrir le marché de la gouvernance des compétitions sportives.

Le professeur Weatherill d'Oxford a souligné que la situation actuelle du sport en Europe n'est pas le résultat d'un modèle conscient prédéterminé. Tout en critiquant l'absence de représentation des intérêts des athlètes et des supporters, le professeur Budzinski (TU Ilmenau) a mis l'accent sur le manque d'équilibre des pouvoirs qui empêche les clubs de base de contrôler l'administration du sommet de la pyramide.

Tous les intervenants ont souligné que les monopoles des fédérations créaient un chevauchement réglementaire et commercial qui viole les règles d'achèvement de l'UE et ne serait pas accepté dans d'autres secteurs où le marché est aussi important. Ils ont également souligné l'absence de définition législative du mécanisme de sauvegarde d'urgence dans les traités de l'UE, une situation qui pourrait changer si la CJUE approuve l'interprétation de Rantos donnant au mécanisme de sauvegarde d'urgence une reconnaissance constitutionnelle.

Alors que le professeur Bouniol a souligné que le soutien des États membres à l'UEFA est dicté par la crainte "infondée" de perdre les modèles et les compétitions nationales, le député Manders a suggéré la création de jeux européens excluant tous les pays non membres de l'UE afin de renforcer l'identité européenne.

En conclusion, les intervenants ont convenu que c'est un processus législatif qui devrait établir le modèle sportif européen à suivre, et non une interprétation très large d'une disposition non contraignante des traités.

Le deuxième panel s'est également concentré sur le cas de l'ESL, mais d'un point de vue économique.

Le professeur Van den Bogaert (Université de Leiden) a appelé à une séparation entre le pouvoir économique et le pouvoir réglementaire pour éviter les conflits d'intérêts, avec plus d'espace pour les parties prenantes comme les fans et les athlètes et plus de solidarité financière.

M. Garcia (Compass Lexecon) a présenté une étude sur l'impact économique d'une éventuelle ESL. Les résultats montrent qu'il y aura plus de revenus (surtout pour les clubs fondateurs), et plus de solidarité économique. Enfin, il a souligné que la réduction de l'attractivité des ligues nationales serait limitée, car il existe déjà dans le système actuel une grande disparité entre les grands et les petits clubs.

Le professeur Mancini de l'école de commerce de Rome a donné un point de vue géopolitique en soulignant l'importance du football pour obtenir un levier politique. L'UE ne profite pas de son potentiel de soft power qui pourrait être stratégiquement important pour l'autonomie et le rôle géopolitique de l'UE, en tant que catalyseur de l'identité européenne et instrument d'intégration de l'UE et de diffusion des principes et des valeurs.

Au cours de la session de questions-réponses, un représentant de la fédération slovène d'aviron s'est plaint du manque de discussion sur les sports autres que le football, dont la gouvernance n'a pas été abordée au cours de la conférence, alors que la décision de la CJUE aura, en fin de compte, un impact sur toutes les organisations sportives.

Le séminaire s'est achevé par un discours de M. Wathelet, qui a donné une vision pessimiste de l'avenir en raison du manque de volonté des législateurs européens d'intervenir dans le secteur du sport.

PLUS D'INFORMATION

[Conclusions de l'avocat général dans l'affaire SuperLeague](#)

[Conclusions de l'avocat général dans l'affaire ISU contre la Commission](#)

[Résolution du Parlement européen sur la politique des sports de l'UE](#)

L'EPAS reçoit une proposition de restriction des PFAS ayant un impact potentiel sur les équipements sportifs

Les autorités nationales du Danemark, de l'Allemagne, des Pays-Bas, de la Norvège et de la Suède ont soumis à l'EPAS (Agence Européenne des Produits Chimiques) une proposition de restriction des substances per- et polyfluoroalkylées (PFAS) dans le cadre de REACH, le règlement de l'Union européenne (UE) sur les produits chimiques. Si la proposition est approuvée, il s'agirait de l'une des restrictions les plus ambitieuses du règlement REACH.

Les PFAS sont largement utilisés car ils possèdent des propriétés uniques. Par exemple, ils sont stables sous une chaleur intense. Nombre d'entre eux sont également des tensioactifs et sont utilisés, par exemple, comme hydrofuges et anti-graisse.

Parmi les principaux secteurs industriels qui utilisent les PFAS, citons l'aérospatiale et la défense, l'automobile, l'aviation, les matériaux en contact avec les aliments, les textiles, le cuir et les vêtements, les produits de construction et les produits ménagers, l'électronique, la lutte contre les incendies, la transformation des aliments et le médical.

Quelles sont les préoccupations ?

La majorité des PFAS sont persistants dans l'environnement. On sait que certains d'entre eux persistent dans l'environnement plus longtemps que toute autre substance synthétique. Tant que les PFAS continueront d'être rejetés dans l'environnement, les humains et les autres espèces seront exposés à des concentrations toujours plus élevées.

Les PFAS ont tendance à polluer les eaux souterraines et l'eau potable, ce qui est difficile et coûteux à assainir. Certains PFAS sont connus pour s'accumuler dans les corps humains, les animaux et les plantes et provoquer des effets toxiques. Certains PFAS sont toxiques pour la reproduction et peuvent nuire au développement des fœtus. Plusieurs PFAS peuvent causer le cancer chez les humains. Certains PFAS sont également soupçonnés d'interférer avec le système endocrinien humain.

Le sport est-il concerné ?

Les articles ou surfaces de sport peuvent également contenir des PFAS, par exemple les [vêtements de plein air](#), les [soutiens-gorge de sport](#), le [gazon artificiel](#) ou le [fart de ski](#). Par conséquent, les surfaces ou objets sportifs seraient également concernés par la restriction et les fabricants devraient potentiellement s'abstenir d'utiliser des PFAS à l'avenir.

Prochaines étapes

Les comités scientifiques d'évaluation des risques et d'analyse socio-économique de l'EPAS vérifieront si la restriction proposée répond aux exigences légales de REACH lors de leurs réunions en mars 2023. Si tel est le cas, les comités commenceront leur évaluation scientifique de la proposition.

Ensuite, la proposition sera traitée dans le cadre de la procédure dite de comitologie. Il s'agit de la même procédure qui est actuellement utilisée pour la restriction des microplastiques sur les terrains en gazon artificiel et du plomb dans les balles de fusil.

PLUS D'INFORMATIONS

[Actualités de l'AS](#)

[Informations de l'EPAS sur les substances per- et polyfluoroalkylées \(PFAS\)](#)

REACT-EU / FEDER : 30 millions d'euros pour la numérisation des organisations sportives à but non lucratif en Rhénanie-du-Nord-Westphalie

Avec un budget de 30 millions d'euros provenant du programme REACT-EU de l'Union européenne, le Land allemand de Rhénanie-du-Nord-Westphalie a lancé une offensive de numérisation du sport amateur. Un bel exemple qui montre à quel point sport et financement européen peuvent aller de pair et qui pourrait inciter d'autres autorités de gestion de l'UE à suivre le mouvement.



Le mécanisme de financement en détail

Le mécanisme de financement "Numérisation des organisations sportives à but non lucratif en Rhénanie-du-Nord-Westphalie" vise à numériser le sport amateur organisé en Rhénanie-du-Nord-Westphalie, qui se caractérise par ses structures fondées sur l'engagement volontaire ainsi que par sa fonction sociale et éducative. En investissant dans l'équipement médiatique des organisations respectives avec le matériel et les logiciels correspondants, le sport amateur doit être promu.

Le Landessportbund Nordrhein-Westfalen e.V. ou ses organisations membres ainsi que les écoles de sport ayant leur siège en Rhénanie-du-Nord-Westphalie sont éligibles.

Seules les dépenses telles que les ordinateurs, les scanners, les moniteurs, les appareils photo, les outils de vidéoconférence, les routeurs wifi et les systèmes de serveur peuvent être financées. Pour le sport organisé en Rhénanie-du-Nord-Westphalie, il s'agit d'une grande opportunité à bien des égards. Grâce aux fonds mis à disposition, l'infrastructure numérique existante peut être étendue et les possibilités numériques qui ont échoué en raison d'obstacles financiers peuvent être mieux exploitées.

La ministre de l'économie et de la protection du climat Mona Neubaur a déclaré : "Je suis heureuse que nous puissions faire avancer la transformation numérique et verte en Rhénanie-du-Nord-Westphalie grâce aux fonds du programme européen REACT-EU build-up. Cela apporte une contribution importante au développement régional et favorisera davantage la cohésion dans la région." (traduction libre.)

Andrea Milz, secrétaire d'État au sport et au bénévolat du Land de Rhénanie-du-Nord-Westphalie a déclaré : "L'année 2023 commence avec de bonnes nouvelles pour le sport, car le financement de la numérisation des clubs sportifs à but non lucratif viendra désormais compléter précisément les efforts déjà engagés pour moderniser les clubs et associations sportives en Rhénanie-du-Nord-Westphalie." (traduction libre.)

Un exemple de bonne pratique pour le sport en Europe

Le budget de l'appel à propositions provient du plan de relance Covid-19 de l'Union européenne. Grâce à REACT-EU, les Fonds européens structurels et d'investissement respectifs, en particulier le Fonds européen de développement régional (FEDER) et le Fonds social européen (FSE+), ont été augmentés dans les différents États membres. L'autorité de gestion du FEDER du Land de Rhénanie-du-Nord-Westphalie utilise désormais ces fonds supplémentaires pour soutenir les clubs et les fédérations sportives dans leur numérisation.

D'un point de vue sportif, c'est une très bonne nouvelle. Pour autant que le bureau de représentation des COE auprès de l'UE le sache, c'est la seule fois en Europe que des fonds ont été spécifiquement alloués à partir du budget REACT-EU pour soutenir le sport. Il est encore important de convaincre les gestionnaires régionaux des Fonds structurels et d'investissement européens (FEDER, FSE+, FEADER) de percevoir le sport organisé comme un candidat potentiel et un partenaire compétent. L'exemple de la Rhénanie-du-Nord-Westphalie en est une excellente preuve.

PLUS D'INFORMATIONS

[Actualités de la Chancellerie d'État de Rhénanie-du-Nord-Westphalie](#)

[Actualités de l'Autorité de gestion FEDER Rhénanie du Nord-Westphalie \(en allemand\)](#)

Les groupes d'experts de la Commission européenne avancent dans leurs travaux

Groupe d'experts sur le sport vert

Après s'être réuni pour la première fois en mai 2020, le groupe d'experts de la Commission européenne sur le sport vert a, depuis, considérablement progressé dans sa tâche principale :

élaborer des recommandations sur le sport vert à l'intention des organisations sportives, des autorités publiques et des autres parties prenantes.

Quatre sous-groupes se concentrant respectivement sur les événements sportifs, les infrastructures sportives, les solutions intersectorielles innovantes, le renforcement des capacités, l'éducation et la communication, ont rassemblé une quantité considérable d'informations, de bonnes pratiques et de recommandations, qui doivent maintenant être rationalisées et transférées sous une forme concise afin de fournir des conseils pratiques à toutes les parties prenantes susmentionnées.

En effet, le champ d'application, les groupes cibles et la forme du document ont été les principaux sujets discutés lors de la 7ème réunion du groupe d'experts, qui a eu lieu le 26 janvier à Bruxelles. Menée par KEA European Affairs, le contractant de la Commission européenne engagé pour aider le groupe d'experts à finaliser le document, la discussion a abouti à un accord sur chacun de ces points ainsi que sur les prochaines étapes. La première version des recommandations devrait être prête à être révisée par le groupe d'experts en mars 2023 et sa version finale devrait être dévoilée en juin de cette année, soit près de six mois plus tôt qu'initialement prévu, afin de garantir que le contenu du document puisse alimenter la préparation du nouveau plan de travail de l'UE sur le sport (2024-2027).

Outre la discussion fructueuse sur les recommandations à venir, les membres du groupe d'experts ont été informés de la mise en œuvre du [Sport for Climate Framework de l'ONU](#) par Lindita Xhaferi-Salih, responsable de l'engagement sectoriel des Nations unies en matière de changement climatique, ainsi que du [Nouveau Bauhaus Européen](#) et de sa pertinence éventuelle pour le sport. À la fin de la réunion, les représentants des États membres ont partagé des informations et des nouvelles de leur pays, notamment le prochain "Guide des événements sportifs respectueux de l'environnement" élaboré par les organisations sportives chypriotes, les résultats de l'activité d'apprentissage par les pairs organisée par le ministère français des sports l'année dernière et axée sur les événements sportifs sans carbone ni déchets, ou les projets liés au sport des présidences suédoise et espagnole du Conseil.

Groupe d'experts sur la relance du secteur du sport après la pandémie de Covid-19

Les membres du groupe d'experts sur la résilience du secteur du sport à la suite de la pandémie de Covid-19 se sont réunis pour la sixième fois ce mois-ci. Ensemble, ils ont discuté de l'état des lieux du secteur, près de trois ans après le début de la pandémie.

La première session a été consacrée à la présentation de quelques chiffres clés de [l'Eurobaromètre spécial de la Commission européenne sur le sport et l'activité physique](#), portant sur l'activité physique et la santé, le soutien au sport dans les pays de l'UE, les clubs et le bénévolat, ou encore la durabilité et l'égalité des genres dans le sport.

Voici quelques-unes des principales conclusions de cette enquête :

- Fréquence et niveaux d'engagement dans le sport - près de la moitié des Européens ne font jamais d'exercice, et 13 % ne marchent pas plus de 10 minutes au cours d'une semaine, tandis que 11 % restent assis pendant plus de 8,5 heures par jour.
- En ce qui concerne les lieux où les citoyens pratiquent une activité physique - 31 % des personnes interrogées sont membres d'un club de sport, et les Européens pratiquent principalement une activité physique dans un cadre informel (en plein air, à la maison, en chemin).
- Quant aux motivations et obstacles à la pratique du sport, la principale raison de pratiquer une activité physique est d'améliorer la santé, tandis que le principal obstacle est le manque de temps.
- Durabilité et sport - Selon les personnes interrogées, les organisations et les clubs sportifs n'entreprennent généralement aucune action en faveur de la durabilité (48 %), mais lorsqu'ils le font, ils s'emploient principalement à réduire les déchets ou à améliorer leur gestion (24 %).

Lors de la deuxième session, les participants ont entendu Stephen Whiting, responsable technique de l'OMS Europe, et ont pris part à un tour de table sur l'inclusion du sport dans le dispositif national de rétablissement et de résilience (RRF), et sur les politiques visant à répondre aux nouvelles tendances dans les environnements dans lesquels les gens font de l'exercice.

Le Parlement européen réaffirme son soutien à l'Ukraine et demande l'interdiction des athlètes russes et biélorusses pour Paris 2024



Le 2 février, le Parlement européen a voté une [résolution](#) en vue du sommet UE-Ukraine prévu à Kyiv le 3 février 2023. Le soutien militaire, l'adhésion à l'UE et les sanctions contre la Russie figuraient parmi les sujets examinés.

Les députés ont notamment dénoncé la récente [déclaration](#) du CIO visant à examiner les possibilités d'inclure les athlètes russes et biélorusses participant aux qualifications pour les prochains Jeux olympiques d'été de 2024 à Paris sous drapeau neutre. En conséquence, le Parlement européen "condamne la décision récente du Comité international olympique d'autoriser les athlètes russes et biélorusses à participer sous drapeau neutre aux qualifications pour les Jeux olympiques de Paris de 2024, qui va à l'encontre de l'isolement multiforme de ces pays et sera utilisée par les deux régimes à des fins de propagande" (art. 28).

L'eurodéputé Andrzej Halicki (PPE) a notamment identifié l'interdiction olympique comme une sanction symbolique forte pour faire pression sur la Russie et la Biélorussie tout en soulignant que les Jeux olympiques sont un symbole de paix, marquant ainsi davantage son opposition à la participation des deux nations. Le 2 février, le CIO a publié un résumé de [questions-réponses](#) afin d'expliquer les raisons de sa décision.

En outre, les députés ont demandé aux États membres de l'UE de renforcer et d'accélérer leur aide militaire à Kiev, y compris la livraison d'armes ainsi que d'une assistance politique, économique, infrastructurelle, financière et humanitaire cruciale. En outre, les États membres ont été invités à mettre rapidement en œuvre une dixième série de sanctions contre la Russie, soulignant la nécessité pour les nations de l'UE de rester unies face à l'agression russe.

En ce qui concerne la demande d'adhésion de l'Ukraine à l'UE, la résolution demande à l'UE d'initier les discussions d'adhésion et d'approuver une feuille de route détaillant les actions à suivre afin de faciliter l'entrée de l'Ukraine. En outre, les députés ont réaffirmé leur engagement en faveur de l'adhésion future du pays. Ils ont notamment souligné que l'adhésion à l'UE est une procédure fondée sur le mérite, qui requiert l'adhésion aux processus pertinents ainsi que le respect des réformes liées à l'UE et des critères d'adhésion.

PLUS D'INFORMATIONS

[Résolution du Parlement européen](#)

[Déclaration du CIO sur la solidarité avec l'Ukraine et les sanctions contre la Russie et la Biélorussie](#)

[Questions-réponses du CIO sur la solidarité avec l'Ukraine et les sanctions contre la Russie et la Biélorussie](#)



LE COIN DES PARTENAIRES

La DOSB organise un atelier Erasmus+ pour soutenir les clubs et les fédérations dans le processus de candidature

Le 26 janvier, la DOSB (Confédération allemande des sports olympiques) et le bureau de représentation des COE auprès de l'UE ont organisé un atelier sur la candidature à l'action clé 2 d'Erasmus+ Sport. L'événement a eu lieu au siège de la DOSB à Francfort-sur-le-Main.

L'objectif de l'atelier de candidature était de permettre aux clubs et aux fédérations d'Allemagne de soumettre une candidature Erasmus+ Sport prometteuse.

Tout d'abord, les détails techniques ont été abordés : Comment se connecter au portail de financement ? Comment créer le numéro PIC ? Comment soumettre la candidature sur la plateforme ?

Des considérations sur le contenu de la candidature ont ensuite été abordées. Folker Hellmund (directeur du bureau de représentation des COE auprès de l'UE) et Andreas Bold (responsable DOSB au bureau de représentation des COE auprès de l'UE) ont expliqué ce qui caractérise une bonne candidature et comment les évaluateurs analysent les candidatures. En outre, ils ont expliqué comment un projet devrait être structuré.

Les participants à l'atelier de candidature ont eu l'occasion de présenter leurs idées de projet, qui ont ensuite été discutées en groupe en termes de forces et de faiblesses.

Jusqu'à présent, les acteurs du sport allemand à but non lucratif ne sont pas très impliqués dans le programme Erasmus+ Sport. Cela n'est pas dû à un taux de rejet élevé, mais principalement à un manque de candidatures. Avec l'atelier de candidature, la DOSB et le bureau de représentation des COE auprès de l'UE veulent activement permettre aux clubs et fédérations d'Allemagne de surmonter avec succès tous les obstacles du processus de candidature.

L'événement fait suite à un webinaire d'information sur les opportunités de financement Erasmus+ Sport que la DOSB et le bureau européen des COE ont organisé en décembre 2022.

12 personnes de différents clubs et fédérations ont participé à l'atelier de candidature pour l'action clé 2. Nous souhaitons bonne chance à tous les participants pour leur candidature.



ÉVÈNEMENTS À VENIR

21 - 24 février 2023

Réunion de lancement et Module éducatif 1 du projet OCEAN - Bureau des COE à Bruxelles

23 février 2023

Échéance Action clé 1 Erasmus+ : mobilité du personnel sportif



EOC EU Office
71, Avenue de Cortenbergh
1000 Bruxelles, Belgique



+32 2 738 03 20



info@euoffice.eurolympic.org



www.euoffice.eurolympic.org



EUROPEAN
OLYMPIC
COMMITTEES



EU
Office